

12 Sports

Entretien avec le président du Comité d'organisation de la CAN de Handball 2018

François Epouta : " Nous sommes fiers de ce qui a été fait durant la Can de handball "

Propos recueillis par Abel MIMONGO, James Angelo LOUNDOU & Serge A. MOUSSADJI

Libreville/Gabon

Quelques jours après la fin de la 23e édition de la CAN de handball, le président du Comité d'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (Cocan) de handball, François Epouta, est revenu sur les difficultés rencontrées par son organisation. Le soutien des partenaires, le montant du budget alloué à sa structure, etc, sont autant d'éléments qu'il évoque dans cet échange. Lecture.

P'union. Le Gabon vient d'organiser la 23e édition de la CAN de handball Hommes. Quel bilan pouvez-vous dresser quelques jours après la clôture de cet évènement ?

François EPOUTA : "Je voudrais déjà, pour l'opportunité que vous nous offrez, expliquer un certain nombre de choses et saluer le travail accompli au niveau des médias. Vous nous avez suivi depuis le début de cette aventure. Pour revenir à la question que vous posez, il est évident, en dépit de la bonne volonté de chacun, qu'il y a eu des manquements. C'est la première fois que ce type de cérémonie est organisé dans ce Palais des sports, qui a été inauguré presque deux jours avant le début de l'évènement. Ce laps de temps a inévitablement produit des manquements inhérents à la méconnaissance de nos équipes du terrain, de l'environnement. Mais nonobstant cela, nous sommes amenés à faire un bilan global et définitif qui sera axé autour de plusieurs points précis. Sur le plan infrastructurel, comme je viens de le dire, c'est la première fois que le Palais des sports accueille une manifestation de cette envergure. Il faut dire que nous avons dû, en parallèle avec l'organisation de la CAN, nous pencher sur l'inauguration de cette enceinte. C'est un bel écrin que le Cocan handball a quelque peu baptisé. Ce Palais a accueilli un nombre public et, sur certaines rencontres, a dû refuser du monde. Tout ceci nous a permis de voir comment un tel bâtiment fonctionnait. Nous pouvons en être satisfaits car, cette enceinte répond aux besoins mis en exergue par l'Etat. Même si nous pensons que certaines choses peuvent être améliorées. Nous avons également noté une forte affluence, notamment lors des matchs du Gabon et de la finale. En terme d'infrastructure, tout s'est bien passé. Nous avons eu l'assistance de la partie chinoise qui a conçu ce Palais des sports, mais nos équipes ont pu prendre progressivement possession des lieux. S'agissant de la compétition, nous sommes heureux de dire que nous avons dix grandes nations de handball. Les délégations présentes n'ont signalé aucun incident. Que ce soit sur le plan sportif, de l'hébergement, la restauration ou même du transport. Pour le moment, les premiers retours sur le plan organisationnel nous réconfortent dans notre volonté de bien faire. Parce que les uns et les autres nous ont clairement signifié que l'organisation de cette compétition était conforme aux standards. Notamment européens. Ils ont affirmé que nous n'avions pas à rougir de ce que nous avons réalisé. Les Angolais, qui ont déjà organisé une CAN de handball, ont dit que nous avons fait de belles choses. Pour preuve de cette belle réussite, les Congolais, qui vont bientôt organiser la CAN féminine de handball, souhaitent que nous leur apportions notre expertise. Sur le plan du jeu, beaucoup ont affirmé que le niveau était très élevé. Il s'est nettement amélioré. Ce qui les reconforte, surtout que les trois meilleures équipes de cette CAN vont bientôt

Photo : Sylla Bai



participer au Championnat du monde. Autant de signes qui rappellent que les choses se sont quand même bien passées. Nous nous félicitons de l'apport des volontaires, des différents partenaires sans qui cette aventure aurait été difficile, de la presse qui a vendu l'évènement et de toutes les équipes qui étaient présentes chaque jour. Nous pensons que nos objectifs ont été atteints. Zéro incident, bon taux de remplissage, 5e place historique du Gabon qui peut susciter un engouement pour cette discipline, que demander de plus ? Mais tout ceci n'est qu'un bilan provisoire. Car nous sommes dans l'après-CAN, et chaque aspect sera analysé, comme le plan financier.

On sait que l'achèvement du Palais des sports, le décaissement des fonds pour l'organisation de cette CAN, le fait que vos premiers locaux étaient hors de cette enceinte, sont autant d'éléments qui ont perturbé votre travail. Comment avez-vous opéré pour minimiser ces manquements ?

- Il est vrai que nous avons travaillé plus de sept mois hors du Palais des sports. Mais ce ne sont que des accidents de parcours sur lesquels je ne voudrais pas revenir...

... Certes, mais il est quand même bon, pour une personne extérieure, de savoir dans quelles conditions vous avez évolué...

- C'est vrai. Il faut simplement dire que nous avons eu une belle équipe. Chacun s'est pleinement impliqué dans ce projet. C'est la première fois qu'un comité, dans ce type d'évènement, est composé entièrement de nationaux. Les compétences étaient entièrement locales. Nous n'avons pas fait venir d'experts parce que nous voulions organiser cette compétition en tenant compte de la si-

tuation financière du pays et des réalités actuelles. Nous savions que nous avons les compétences nécessaires au Gabon, nous les avons utilisées. Ce qui nous a permis d'être solidaires et de réaliser ce qui a été fait.

Les informations qui nous parviennent font état de ce que Christian Kerangalt (Haut-commissaire au Comité d'organisation de la Can 2017), avec qui vous avez travaillé, avait préfinancé les différentes CAN de football. Ces mêmes informations soulignent que le choix de vous porter à la tête du Cocan handball serait venu de votre capacité à préfinancer cette compétition de handball. Y a-t-il un fond de vérité ?

- (Il sourit) Je ne pense pas qu'on puisse dire cela. Je ne sais pas s'il y a eu des préfinancements dans les différentes CAN de football. Je n'ai pas reçu ce type d'informations, parce que ce n'était pas mon domaine de compétence. Mais, pour ce qui est de la CAN de handball, je ne pense pas que ma nomination ait été tributaire de ce genre de considération. Il faut savoir que nous n'avions pas l'infrastructure pour commencer à travailler immédiatement, mais cette absence ne nous a pas empêché de commencer notre travail. Nous avons mobilisé, pour cela, un certain nombre de bonnes volontés qui avaient pour seul credo la réussite de cette CAN de handball. Car, c'était l'honneur du Gabon qui était engagé. Nous avons l'obligation, à notre niveau, de faire en sorte que les choses se réalisent. Ce groupe de bénévoles s'est donc mis au travail avec l'envie de démontrer que nous avons des compétences locales qui peuvent relever ce défi. L'expérience des uns et des autres a vraiment été utile. L'argent, pour nous, n'a donc pas été le moteur de cette aventure. C'est plutôt une prise de

conscience collective qui a été la base de tout cela.

Le Gabon, après avoir organisé plusieurs évènements majeurs comme les CAN de football de 2012 et 2017, y compris cette année-là celle des cadets, a quand même une expérience en termes d'organisation. Pourtant, les journalistes ont été surpris par la récurrence des problèmes d'internet. Qu'est-ce qui justifie ces manquements ?

- Il faut se rappeler que le Palais des sports n'a été livré que 48 heures avant la compétition. Il est difficile, dans ces conditions, de faire en très peu de temps ce qui aurait dû être réalisé sur une plus longue période. Mais, vous vous êtes aperçus que les problèmes étaient résolus au fur et à mesure de la compétition. Lorsque nous avons pris possession de ce Palais des sports, il n'y avait pas de connexion internet efficace. Les choses se sont faites progressivement avec l'appui des partenaires, comme Gabon Telecom, dont le souci premier était la réussite de la CAN de handball. Même si cette entreprise était à nos côtés, il ne faut pas oublier que la mise en place et l'amélioration du débit ont demandé un certain nombre de travaux et de tests. L'autre difficulté est que nous avons mis à la disposition de la presse un mot de passe. Malheureusement, ce code a été divulgué au point qu'une partie du public et d'autres personnes avaient accès à internet. Perturbant ainsi la fluidité de la connexion. Nous avons donc dû revoir le système. Il faut aussi saluer la promptitude de l'Aninf (Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences, NDLR) qui nous a aussi accompagnés dans ce domaine, au point que ses techniciens étaient présents sur le site de manière permanente. Mais cela n'a pas été facile.